

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 62 (1982)
Heft: 2

Artikel: Enquête annuelle sur la présence suisse en France et les échanges franco-suisse dans le domaine des services : contrastes et incertitudes prédominant
Autor: Chambre de commerce suisse en France
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886973>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enquête annuelle sur la présence suisse en France et les échanges franco-suisses dans le domaine des services

Contrastes et incertitudes prédominent

Loin d'être homogène pendant la période considérée, l'évolution des affaires dans le secteur des services de fin mai 1981 à fin mai 1982 a été dans l'ensemble fortement contrastée, non seulement d'une branche à l'autre mais également d'une entreprise à l'autre. Aucune tendance saillante ne se dégage de l'analyse globale des réponses que nous avons recueillies auprès d'une sélection d'entreprises suisses en France. Il est vrai que cette analyse est généralement plus complexe que l'étude de la situation dans l'industrie que nous publions à la fin de chaque année, étant donné le nombre considérable d'entreprises de taille moyenne et petite et leur grand éparpillement dans différentes branches d'activité.

Une vue d'ensemble permet de dégager l'impression générale d'une grande incertitude face à l'avenir. La clientèle est plus difficile à décider, plus sélective dans son attitude. Là où la demande est en hausse, on s'interroge sur la signification du mouvement : tendance durable ou incident passager ? Les réponses divergent. La hausse des coûts accroît notablement les risques d'une extension de l'activité. Par ailleurs, la dégradation du cours de change allourdit le climat général et pèse sur la rentabilité que les maisons-mères suisses attendent normalement de leurs filiales et succursales françaises. Dans certains cas, on nous signale une aggravation des « lenteurs » administratives dans l'octroi des autorisations de transfert de bénéfices ou excédents en Suisse. Mais, dans l'ensemble, les résultats semblent s'être amoindris d'un exercice à l'autre et les perspectives pour 1982 – au vu des affaires réalisées durant les premiers mois – sont généralement maussades.

Les échanges bilatéraux

Les échanges bilatéraux de marchandises, qui sont à la base d'un grand nombre d'activités de services, n'ont pas enregistré de variations significatives. Exprimées en francs suisses par les statistiques suisses, les exportations suisses vers la France se sont élevées à 4,751 milliards, en augmentation de 11 % par rapport à 1980. Parallèlement, les exportations de la France vers la Suisse ont atteint 7,428 milliards en 1981, en augmentation de 3,1 % en valeur nominale par rapport à 1980 (voir à ce sujet le Rapport du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce Suisse en France sur l'Exercice 1981, pp. 50 à 57).

Il faut remarquer toutefois – et c'est inquiétant – que, pour les trois premiers mois de 1982, le commerce franco-suisse a connu une baisse assez nette en valeurs absolues. En effet, pour le premier trimestre de cette année, les importations en Suisse de produits français ont diminué de 13,9 % par rapport au premier trimestre 1981, alors que les exportations de produits suisses vers la France ont reculé de 4,8 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

La baisse des exportations suisses vers la France est à rapprocher de trois autres données :

1. Les exportations suisses, toutes destinations réunies, se sont maintenues et même légèrement améliorées pendant les trois premiers mois de l'année 1982 par rapport à la période correspondante de 1981 ;

2. Les exportations vers les pays européens ont augmenté de 0,9 % en

valeurs absolues par rapport au premier trimestre 1981 ;

3. Parmi les grands marchés d'exploration de la Suisse, c'est la France qui, avec les Pays-Bas, donnait au début de l'année 1982, les signes d'essoufflement les plus marqués du point de vue des exportateurs suisses.

Il serait évidemment hasardeux d'extrapoler à partir de ces données fragmentaires une tendance générale et durable. Les indices, certes, sont inquiétants, mais des renversements peuvent intervenir rapidement. En tout état de cause, la baisse du niveau des échanges – mesurée en francs suisses – explique pour une large part l'incertitude dont font état les entreprises de service en mains suisses et dont l'activité est entièrement ou partiellement basée sur les échanges commerciaux.

Les transports

C'est en premier lieu dans le secteur des transports que la tendance à la dégradation des échanges entre la France et la Suisse a été ressentie. On sait que dans ce domaine le déséquilibre en tonnage est beaucoup plus marqué que le déséquilibre en valeur : en effet, le tonnage livré à la Suisse par la France est environ quinze fois supérieur au tonnage livré à la France par la Suisse alors qu'en francs les exportations françaises ne sont supérieures que d'environ 60 %. Voici, en données comparées, l'évolution des échanges bilatéraux en 1980 et 1981 par mode de transport utilisé :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE COURTAGE D'ASSURANCES

Société Anonyme au Capital de 3.939.050 F. entièrement libéré

145, Boulevard Haussmann — 75008 PARIS

Téléphone : 563-03-20

Adresse Télégraphique : BIENASSUR-PARIS-8°

Télex : BIENASS 290 187

CORRESPONDANTS EN SUISSE :

REED STENHOUSE INTERNATIONAL S.A.

18, cours des Bastions 1211 GENÈVE 12

Téléphone : 022-20-20-86

Télex : 22064

CAVIEZEL Ltd

Reinsurance Underwriting Agency Ltd
Ceresstrasse 28 8008 ZURICH

Téléphone : 01-55-26-26 / 55-27-21

Télex : 54254

« La Suisse » Assurances



Vie
Retraite
Invalidité
Rentes viagères
Garanties croissantes et revalorisables

30, quai Claude-Bernard, 69007 Lyon, tél. (7) 861 26 14

LA NEUCHATELOISE

Compagnie Suisse d'Assurances Générales

au capital de 12 millions de francs suisses (entièrement versé)
FONDÉE EN 1869

à NEUCHÂTEL (Suisse) - 2, rue de Monruz
**ASSURE TOUS LES TRANSPORTS
ET LE BRIS DE MACHINES**
Directions en France

PARIS : 17, rue La Boétie - Tél. 266.11-30 - B.P. 54-08

LYON : 8, rue Président-Carnot - Tél (7) 837-50-80

BORDEAUX : 18, cours Xavier-Arnozan - Tél. (56) 52-26-72

CORRESPONDANTS ET AGENTS PAYEURS DANS LE MONDE ENTIER

LAVANCHY S.A.

11, rue de l'Épée de Bois, 75005 PARIS

Tél. : 337-41-82/83 - Telex : 204.621

Déménagements - Transports internationaux

SERVICES ROUTIERS HEBDOMADAIRES

SUISSE / FRANCE / SUISSE

Déménagements PARIS PROVINCE et GARDE MEUBLES

Maison en Suisse : LAVANCHY S.A., 88, rue de Genève, LAUSANNE

	1980	1981
Exportations françaises vers la Suisse		
TOTAL général	7 772 128 t	7 487 870 t
dont : Rail	2 181 463	1 962 144
Route	3 719 290	3 822 565
Eau	1 335 236	1 166 465
Air	3 139	1 886
Pipeline	503 033	358 773
Exportations suisses vers la France		
TOTAL général	478 374 t	479 557 t
dont : Rail	106 663	95 466
Route	367 257	371 891
Eau	3 791	11 467
Air	663	733

Ces données appellent quelques commentaires. D'abord, elles montrent qu'en tonnage les exportations françaises vers la Suisse ont légèrement régressé en 1981 par rapport à 1980. Notons à ce propos que, pour la moitié du tonnage, ce recul s'est produit dans le secteur des hydrocarbures, acheminés par voie de pipeline. D'autre part, elles illustrent la stabilité en tonnage des exportations suisses vers la France ces deux dernières années. Si l'on se penche maintenant sur le mode de transport utilisé, il est frappant de constater l'évolution contraire du fret aérien dans les échanges franco-suisses : alors que les fournisseurs français de la Suisse recourent visiblement moins qu'auparavant à ce moyen de transport rapide, les Suisses, eux, y recourent davantage.

Ensuite, une observation majeure s'impose : la désaffection du rail se poursuit inexorablement. Ainsi, le tonnage transporté de France en Suisse se situe pour la première fois en-dessous de la limite des deux millions de tonnes. En 1978 encore, on en était à plus de deux millions et demi. Quant au mouvement Suisse-France, on peut faire la même observation : le rail semble avoir perdu un dixième de son marché, part récupérée partiellement par la route. Si l'on élargit quelque peu le champ d'observation, on s'aperçoit que depuis 1979, année où le tonnage transporté de Suisse en France atteignait 180 000 t, le rail a perdu près de la moitié de son marché. Ce n'est pas une baisse, c'est un effondrement. Notons que, dans les deux sens, il semble bien que ce soient les transports routiers qui aient remplacé le rail.

Déjà déséquilibrés dans la proportion de 1 à 15 en tonnage, les échanges franco-suisses par voie ferroviaire le sont dans la proportion de 1 à 20. C'est dire - en termes simplifiés, et en ne tenant pas compte des mesures prises dans le cadre de la coopération ferroviaire européenne - que 19 wagons sur 20 ayant effectué une

livraison française en Suisse rentrent à vide alors que le transport routier draine quatre fois plus de tonnage que le rail dans le sens Suisse-France. Cette évolution qui s'accroît visiblement en dépit de la crise de l'énergie tient sans doute pour une bonne part, nous fait-on observer, à l'inadéquation des services ferroviaires offerts à l'économie française, ainsi qu'à la souplesse d'adaptation dont ont fait preuve les transporteurs routiers. Ces derniers ont vu leurs affaires progresser dans le cadre des échanges franco-suisses alors qu'ils les ont vu diminuer à l'intérieur de la France métropolitaine.

Une dernière comparaison mérite d'être faite dans le contexte des relations rail-route : alors que le trafic ferroviaire français en tonne-kilomètre a diminué de 7,4 % en 1981, il a baissé plus fortement, de 10 %, dans les deux sens des échanges franco-suisses ; d'autre part, à la baisse du trafic routier français évalué à 4 ou 5 %, correspond un accroissement de 2,7 % dans le sens France-Suisse et de 1,2 % dans le sens Suisse-France.

Les grands magasins

Dans le commerce de détail, les grands magasins ont généralement bénéficié de l'augmentation des revenus - nominaux ou réels - ce qui leur a permis de clôturer l'exercice 1981 dans des conditions relativement bonnes. Les intérêts suisses dans ce secteur sont principalement concentrés dans un grand groupe français qui a pu présenter un bénéfice en augmentation satisfaisante, après avoir été obligé à la fin des années soixante-dix de restructurer son organisation et d'éponger des pertes substantielles.

L'année 1982 a dans l'ensemble assez bien commencé dans le secteur des produits de consommation courante. La clientèle est plus réticente en ce qui concerne l'acquisition de biens d'équipement ménager. D'une manière

générale les perspectives semblent toutefois s'assombrir pour le deuxième semestre 1982, la politique gouvernementale promettant de se montrer moins généreuse pour les revenus que durant les douze premiers mois du septennat en cours. De même, la révision en baisse des projections de croissance faites à l'automne dernier semble devoir annoncer une progression moindre de la consommation, qui pourrait être inférieure, en fin de compte, à celle du renchérissement général des prix.

Les assurances

Dans le secteur des assurances (directes), où une douzaine de sociétés suisses déploient leur activité en France, les données structurelles du marché ont fortement changé depuis un an. Les grands groupes nationalisés « tenaient » environ 40 % du marché à la fin de l'année dernière. Du fait des nationalisations intervenues début 1982, un certain nombre de compagnies jusqu'alors en mains privées ont vu leurs actions passer sous le contrôle de l'État, puisque détenues par des banques et sociétés financières tombant sous le coup de la nationalisation. Ainsi, en volume de primes, l'assurance française est actuellement nationalisée à raison de 80 %. Environ 14 % des primes sont émises par les assurances mutualistes et 6 % par les filiales et succursales étrangères. A l'heure qu'il est, on ignore si les autorités envisagent de rétrocéder au secteur privé tout ou partie de l'assurance indirectement nationalisée par le biais bancaire.

L'activité des « Suisses » dans ce secteur est fortement contrastée. D'une manière générale, on signale des taux de croissance qui se situent à peu près au niveau de la hausse générale des prix. L'aggravation de la crise économique ne semble pas avoir engendré des motivations nouvelles, sauf dans la branche de l'assurance-vie où la principale Compagnie suisse nous signale une progression de 31 % des primes émises par rapport à 1980. L'ensemble du marché peine et souffre de certaines situations particulières, par exemple de la compression des marges des petits commerçants, qui les pousse à diminuer les frais... donc aussi leur assurance. Par ailleurs, l'assurance-vol se révèle chaque année plus coûteuse avec l'augmentation de cette forme de délinquance. Dans l'ensemble, on considère dans l'assurance que l'« étiquette suisse » demeure un argument de sérieux dans la vente, promis à un heureux avenir par les temps qui courent. Grâce à l'amélioration des produits financiers, la clôture de l'exercice 1981 était satisfaisante dans l'ensemble. Les perspectives pour 1982 sont teintées d'un optimisme modéré.